

(A. de 1946, p. 460). Est nommé juré de la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 31 décembre 1945, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale Constituante pour l'exercice 1946, n° 257. — Le 26 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 (Budgets des anciens combattants et victimes de la guerre), n° 1220.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1945 (Dépenses administratives de l'Assemblée Nationale Constituante) : En qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de comptabilité* : *Dépose et lit son rapport* (A. de 1945, p. 414); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : ANCIENS COMBATTANTS : En qualité de *Rapporteur* (p. 427 et suiv. — Demande à interpellier sur : 1° l'insuffisance notoire de l'épuration dans la magistrature en particulier et les administrations en général; 2° les décisions incompréhensibles de faiblesse et d'indulgence prises à la suite de propositions de la Commission des grâces; 3° l'insuffisante organisation de la justice patriotique (A. de 1946, p. 781). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : ANCIENS COMBATTANTS : Chap. 101 : *Ses observations* (p. 2307); Chap. 105 : *Son amendement* (p. 2309).

AUDEGUIL (M. Fernand), Député du département de la Gironde.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 139); de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1946, p. 460).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *Discussion générale* : *Decentralisation artistique* (A. de 1945, p. 567).

AUDIBERT (M. Louis), Député du département de la Loire-Inférieure.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la défense nationale (*ibid.*). Est nommé membre de la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 1327).

Dépôts :

Le 11 décembre 1945, une proposition de loi tendant à attribuer aux déportés politiques une indemnité forfaitaire de 20.000 francs pour les pertes subies par eux dans les camps de concentration, n° 78. — Le 23 janvier 1946, une proposition de loi tendant à établir le statut des combattants de la Résistance, n° 314. — Le 8 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les délais d'attribution des distinctions honorifiques au titre de la Résistance, n° 625.

Interventions :

Est entendu lors de la lecture de la déclaration ministérielle faite par M. le général de Gaulle (A. de 1945, p. 129). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 1400). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 191).

AUJOLAT (M. Paul-Louis), Député du territoire du Cameroun (Collège des citoyens).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 208). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 334).